

ANNEXE 2

Article R122-2-1

Version en vigueur depuis le 27 mars 2022

[Création Décret n°2022-422 du 25 mars 2022 - art. 1](#)

I.-L'autorité compétente soumet à l'examen au cas par cas prévu au IV de l'article [L. 122-1](#) tout projet, y compris de modification ou d'extension, situé en deçà des seuils fixés à l'annexe de l'article [R. 122-2](#) et dont elle est la première saisie, que ce soit dans le cadre d'une procédure d'autorisation ou d'une déclaration, lorsque ce projet lui apparaît susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine au regard des critères énumérés à l'annexe de l'article [R. 122-3-1](#).

II.-L'autorité compétente pour la première demande d'autorisation ou déclaration déposée relative au projet informe le maître d'ouvrage de sa décision motivée de soumettre le projet à examen au cas par cas, au plus tard quinze jours à compter du dépôt du dossier de cette demande ou déclaration. Le maître d'ouvrage saisit l'autorité en charge de l'examen au cas par cas dans les conditions prévues aux articles [R. 122-3](#) et R. 122-3-1.

III.-Le maître d'ouvrage peut, de sa propre initiative, saisir l'autorité chargée de l'examen au cas par cas dans les conditions prévues aux articles R. 122-3 et R. 122-3-1, de tout projet situé en deçà des seuils fixés à l'annexe de l'article R. 122-2.